



Suite à l'envahissement réussi du CoDir :

On ne lâche rien !

Environ 200 agents venus de toutes les UT et de l'UR d'Île de France se sont rendus au Millénaire, mardi 24 juin, pour envahir le comité de direction régional (CODIR) présidé par le DIRECCTE Vilboeuf.

Agents de l'emploi ou de l'inspection, agents de secrétariat ou de contrôle, toutes les catégories et tous les services étaient représentés et ont pu manifester leurs inquiétudes et leur colère face à la mise en œuvre concrète sans concertation de la réforme Sapin-Rebsamen qui génère déjà souffrance et mal être au travail dans les services.

Les agents ont interpellé le Direccte notamment sur la base des réponses apportées dans le document « Questions-réponses » envoyé dans chaque UT et censé rassurer les agents sur leur devenir, mais dont la lecture est très inquiétante.

Ils ont réitéré leur refus, maintes fois répétés sous différentes formes dans leur UT (envahissement de CHSCT, assemblée générale des agents, plate-forme de revendications remise au RUT...): des suppressions de postes réduisant les effectifs, des secrétariats transformés en pool, de toute mobilité forcée...

Monsieur Vilboeuf mérite même l'oscar du mépris des agents et celui de la langue de bois. Nous en voulons pour preuve l'absence de réponse quant à l'avenir des services de l'emploi alors que des réflexions quant à la régionalisation et à la mutualisation de certaines missions sont en cours.

De même, Monsieur Vilboeuf s'est contenté pour nier la mise en place de pool de secrétariat de dire que les agents n'ont pas lu ou mal lu le « questions – réponses ». Or, il est bien écrit qu'au sein « du secrétariat de l'unité de contrôle » (et non du secrétariat des mono-sections) « l'accueil téléphonique, l'accueil physique des usagers pendant les permanences, le traitement du courrier entrant et sortant, les prises de rendez-vous, l'agenda partagé ... pourraient être mutualisés ».

Bref, si le mot « pool » n'est pas écrit, la mise en place des secrétariats d'UC en aura tous les caractéristiques.

Il faudrait être sourd pour ne pas entendre le fort mécontentement qui s'est exprimé et qui ne faiblit pas à l'approche des vacances. Il faudrait être aveugle pour ne pas voir la souffrance et le mal être au travail généré par cette réorganisation à marche forcée.

À défaut d'arrêt des réformes Sapin-Rebsamen, nous exigeons que les revendications des agents, soutenues par les syndicats CGT, SUD, SNU et FO, soient prises en compte et notamment :

- Refus des pools de secrétariat et refus de toute nouvelle mutualisation des tâches : pas de numéro de téléphone ou d'adresse mail unique par UC !
- Refus de toute mobilité forcée en raison du mercato dans les unités de contrôle ou les régionalisations / mutualisations des services de l'emploi !